

Le maintien d'un degré suffisant d'indépendance économique et politique en face de la puissance et de l'influence américaines constitue un problème qui nous est commun avec les pays de l'Europe occidentale. La solution de ce problème crée immédiatement une communauté d'intérêts et une occasion de travailler ensemble. Le Canada cherche à conserver avec l'Europe de solides liens politiques, économiques et sociaux, non pas pour s'opposer aux États-Unis, mais pour créer un sain équilibre des rapports au sein de la Communauté de l'Atlantique Nord.

Même si beaucoup d'Européens comprennent parfaitement la force des liens historiques et culturels qui unissent l'Europe au Canada et les magnifiques occasions de coopération scientifique et économique dont peuvent bénéficier nos deux sociétés, certains chefs d'État européens ont trop souvent tendance à dire au Canada: "Vos intérêts sont bien sauvegardés par vos relations étroites avec les États-Unis; acceptez le fait que vous êtes une nation nord-américaine et réglez vos problèmes avec les États-Unis".

Ce n'est pas un choix acceptable pour le Canada. Les États-Unis sont et resteront notre ami et notre allié le plus proche, mais il n'en reste pas moins vrai que le Canada n'acceptera jamais une quelconque hégémonie des États-Unis. Le Canada entend rester souverain, libre et indépendant. C'est dans la poursuite de cet objectif primordial qu'il est essentiel d'entretenir de solides et saines relations avec les pays d'Europe.

Lorsque les Canadiens regardent de l'autre côté de l'Atlantique, ils y voient certes une nouvelle Europe en pleine évolution. Le rideau de fer n'est plus tellement imperméable aux échanges commerciaux, aux échanges d'idées ni à la méthode des négociations. La Communauté économique européenne est devenue une réalité dynamique. Nous nous sommes bien rendu compte de cette évolution, mais nous ne nous sommes peut-être pas assez rendu compte de sa signification ni de ses conséquences pour le Canada.

Nous apprenons vite. L'élargissement du Marché commun à dix membres ayant divers accords préférentiels avec quelque cinquante autres pays va drainer 40 p. 100 du commerce mondial. On peut prévoir que ce marché importera quelque 16 p. 100 de ce qu'il consomme. Le Canada ne peut se permettre de rester en dehors d'un aussi grand marché ni prétendre ignorer ce qu'il représente pour nos échanges internationaux, c'est-à-dire pour le commerce qui nous fait vivre.

Voici l'une des principales raisons de ma visite aux Communautés européennes à Bruxelles, ainsi qu'à certaines autres capitales des Six pays du Marché commun, et l'une des raisons de mes entretiens avec les représentants du Royaume-Uni et des États-Unis. Il est d'importance capitale pour moi, en ma qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de constater par moi-même les événements qui surviennent ou sont sur le point de se produire en Europe et de rencontrer personnellement ou de renouer connaissance avec les personnalités qui travaillent à la transformation de l'Europe. Car c'est précisément ce qui se passe là-bas; les Six d'un côté et les quatre candidats de l'autre, qui, ensemble, constituent le noyau de la Communauté élargie, transformeront la carte de l'Europe occidentale et, dans une certaine mesure, l'équilibre économique et politique que nous connaissons depuis la fin de la guerre.